

Appel de la Commission Exécutive de l'UFROS des 20 et 21 janvier 2026

La Commission Exécutive de l'UFROS, réunie les 20 et 21 janvier 2026, s'est indignée de l'agression terroriste du Vénézuéla par Donald Trump sous des prétextes fallacieux de lutte contre les cartels de la drogue alors qu'il s'agit, pour l'impérialisme américain, de s'approprier le contrôle des plus importantes réserves de pétrole au monde. Le coup d'État et le rapt du Président Vénézuélien est un avertissement lancé à tous : l'impérialisme du 21ème siècle, c'est l'enterrement pur et simple du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La menace est explicite : d'autres suivront s'ils ne se plient pas aux intérêts États-unis (Cuba, la Colombie, le Groenland...).

Seuls les peuples en mouvement pourront mettre un coup d'arrêt à ce monde en miettes. A l'image du peuple Iranien, opprimé mais debout malgré la répression sanglante perpétrée par le régime des Mollah, sans oublier les peuples opprimés à travers le monde (Palestine occupée...).

Alors que l'on fête les 80 ans de la Sécu, que 2026 sera l'année des 90 ans du Front Populaire et des avancées sociales qu'il a permis de conquérir, il y a besoin, dans la France d'aujourd'hui, d'un front populaire en actes, poussé par un monde du travail conscient de ses intérêts. C'est le meilleur remède contre l'extrême droite. **Puisse l'esprit de 1936 souffler sur l'année 2026.**

Le vote à l'arraché de la loi de financement de la Sécurité sociale consacre l'abandon d'une politique sociale et de santé avec notamment de nouvelles suppressions de lits pour les hôpitaux publics.

Le déclenchement de l'article 49/3 de la constitution (malgré les promesses du 1er ministre de non-recours à celui-ci) pour faire adopter le budget 2026 de la Nation, va se traduire par une coupe budgétaire de 20 milliards d'euros, un affaiblissement des services publics, la suppression de milliers d'emplois, quand dans le même temps, les grosses fortunes continuent de s'enrichir.

Les résistances à ces politiques de régression sociale, menées souvent à l'initiative de la CGT, se traduisent de plus en plus par des atteintes aux libertés syndicales, licenciements, militants sanctionnés, menacés, traduits en justice, jusqu'à la secrétaire générale de la CGT. Un meeting national de riposte est organisé le 4 février 2026 à Montreuil, avec les témoignages des militantes et militants concernés.

Les militants de l'UFROS, réunis le 20 janvier, ont débattu et décidé de s'inscrire dans la journée nationale d'action du 2 avril 2026, à l'initiative de l'UCR CGT, pour la revalorisation des pensions, la reconquête des services publics et de la Sécurité sociale, le 100% Sécu.

L'UFROS CGT appelle ses syndicats et sections syndicales à s'organiser pour faire participer le plus grand nombre de syndiqués, retraités aux manifestations et rassemblements qui seront décidés en territoire.

L'UFROS CGT appelle ses organisations à poursuivre la campagne de pétitions (plus de 15 000 signatures à ce jour) qui seront remises au 1er ministre à cette occasion.

A quelques semaines des élections municipales, l'UFROS invite ses syndicats à interpeller les candidats, à partir des revendications des retraités (Santé – logement – transport – mobilité –dépendance...) pour éclairer le vote des électeurs.

La Commission Exécutive de l'UFROS lance une grande campagne de syndicalisation pour 2026 dont l'objectif est le renforcement de notre organisation pour être plus fort, plus efficace pour la satisfaction de nos revendications. Chaque syndiqué devra être acteur pour la réussite de cette campagne alliant syndicalisation et abonnement à notre magazine Vie Nouvelle.



Oui, les retraité·es ont le droit de vivre dignement!

Oui, les retraité·es ont des revendications!

La période actuelle est complexe et peut susciter une angoisse légitime. La remise en cause du droit international, la multiplication des conflits armés et les tensions mondiales, et la progression de l'extrême droite dans le monde ont de quoi inquiéter et ne sont pas à négliger.

Pour autant, il ne faut pas se résigner. Nous devons libérer et exprimer notre colère.

Tout nous est présenté (budget de la Sécurité sociale, de l'État, retraite, logement...) comme si les moyens financiers n'existaient pas. La seule solution serait de rogner sur les mesures sociales avec une cible particulière : les retraité·es.

Les ressources ne sont simplement pas mises au service du bien commun pour maintenir la protection sociale et la développer.

Notre colère est légitime parce que les moyens existent :

- lorsque le Sénat met en évidence que 211 milliards d'euros sont versés aux entreprises sans contrôle de l'utilisation des fonds ;
- lorsque les seules entreprises du CAC 40 bénéficiant d'allègement de cotisations sociales distribuent près de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires, en 2024.

Nous sommes en colère parce que toutes les orientations gouvernementales tournent le dos aux attentes légitimes de la population et, bien sûr, des retraité·es.

Nous sommes en colère parce que tous les projets de budgets épargnent les plus riches. Ceux qui, si on en croit Eric Lombard, ancien ministre des Finances de François Bayrou, ne payent pas d'impôts !

Pour toutes ces raisons, exigeons ensemble que ces milliards d'euros, fruits de notre travail, soient investis dans des mesures sociales :

- le financement de la Sécurité sociale dont la retraite est indissociable ;
- le développement de l'hôpital public ;
- la construction de logements abordables et adaptés au vieillissement ;
- le droit aux transports publics accessibles et ponctuels ;
- les moyens nécessaires pour retrouver des services publics qui répondent aux attentes de la population ;
- le droit à la culture, au sport et aux loisirs pour toutes et tous.

La partie n'est pas terminée.

Ensemble, nous pouvons changer la donne.

Ensemble, remettons en cause toutes les mesures antisociales, participons à construire un avenir meilleur.



AGISSEZ POUR UNE VIE MEILLEURE !

Pour défendre mes revendications

- Mon pouvoir d'achat • Ma retraite • Ma santé • Mes besoins quotidiens

J'adhère à la CGT



Nom et prénom:

Adresse:

Code postal et ville:

Branche professionnelle d'origine:

Mail:

Tél.:

Bulletin à retourner à

Informatique et liberté : En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toutes informations vous concernant. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre

49-3 DERRIÈRE LA MASCARADE POLITIQUE, LE VRAI VISAGE DE L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE



S. Lecornu impose de force, avec le 49.3, une Loi de Finances d'une grande austérité qui s'inscrit pleinement dans la politique anti sociale d'Emanuel Macron, menée tambour battant depuis 2017, et qui favorise les plus riches au détriment de l'ensemble de la population.

Par le recours au 49.3, le gouvernement entérine brutalement une coupe budgétaire de 20 milliards d'euros, aux conséquences dramatiques pour des services publics indispensables, comme l'enseignement, déjà en grande difficulté (classes surchargées, enseignants non remplacés...).

Le gouvernement va ainsi imposer des réductions drastiques dans toute la sphère publique et au-delà, notamment avec la menace d'une baisse pouvant aller jusqu'à 13% des financements des missions locales, pourtant si essentielles à l'accompagnement des jeunes dans leur parcours d'insertion professionnelle et sociale. Cette nouvelle baisse de subvention s'ajoute aux précédentes et met en danger ces institutions.

Cette loi de financement est la traduction du choix politique et idéologique d'Emmanuel Macron et de son gouvernement : taper toujours plus sur la population afin de favoriser les plus riches.

Cette loi continue à exonérer les entreprises et les grandes fortunes de l'imposition.

Aucune mesure n'est prise pour revenir sur les 211 milliards d'aides publiques, dont 122 milliards sont distribués sans aucun contrôle et 88 milliards concernent les exonérations de cotisations sociales, qui manquent cruellement à la Sécurité sociale.

Cette politique d'Emmanuel Macron contribue largement au nouveau record de la fortune des milliardaires en France, comme le montre la dernière étude d'OXFAM :

- Les 53 milliardaires français sont désormais plus riches que plus de 32 millions de personnes réunies, soit près de la moitié de la population.
- En moyenne, en 24 minutes, un milliardaire gagne l'équivalent du revenu annuel moyen d'un Français, soit 42 438 euros.
- Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017, la fortune des milliardaires français a doublé. Ce gain de plus de 220 milliards d'euros, concentré sur à peine 32 personnes, équivaut au financement de plus de 10 000 postes d'enseignants pendant près de 400 ans.

Le gouvernement est sans limite dans cette politique qui privilégie les plus riches et les grandes entreprises au détriment des travailleurs. L'augmentation de 50 euros de la prime d'activité en est l'exemple le plus clair puisqu'il s'agit pour ce gouvernement de venir compléter grâce à l'impôt des contribuables, les salaires que les patrons refusent d'augmenter ! Honteux !

La FNPOS CGT condamne fermement la Loi de Finances, ainsi que la Loi de Financement de la Sécurité Sociale qui à accélèrent le changement de modèle social tant souhaité par Emmanuel Macron et le patronat, avec pour conséquence la destruction des services publics et de la Sécurité sociale aux bénéfices des plus riches.

LA FNPOS CGT DÉFEND AU CONTRAIRE : UNE SÉCURITÉ SOCIALE À 100%....

